

Constructeurs d'avenir

Quelque Chose à Faire, entreprise de formation par le travail (EFT), expérimente à Monceau-sur-Sambre un projet d'auto-construction durable, collective et accompagnée. Objectif pour les stagiaires : décrocher les clés de leur propre maison en bois et paille et celles d'un nouveau boulot.

En équipe, quatre ouvriers se forment en construisant leur propre maison écologique à Monceau-sur-Sambre. Sur ce chantier, ces futurs voisins apprennent avec leur formateur les techniques classiques du bâtiment. Et ils en expérimentent de moins courantes, comme le montage de murs isolants en paille et leur enduisage à la terre. « La paille dans les murs, je ne connaissais pas, mais ça ne me fait pas peur. Ça existe déjà ailleurs. L'écologie, c'est important, et puis pour me chauffer je n'aurai besoin que d'un petit chauffage ou d'un poêle », nous raconte Younes en rangeant ses outils. Younes a fait plusieurs petits boulots avant de trouver ce stage dans l'entreprise de formation par le travail Quelque Chose à Faire (QCAF). « On apprend beaucoup : la menuiserie, la maçonnerie, l'électricité, les enduits... », détaille l'auto-constructeur. D'ici quelques mois, il aura non seulement sa propre maison durable, mais aussi les compétences pour, peut-être, décrocher un contrat chez un patron.

Un outil d'insertion

Ce projet, porté par QCAF en collaboration avec l'asbl Relogeas, c'est un double outil d'insertion. « Notre but n'est pas de faire de nos stagiaires des maçons ou des chauffagistes. Sur le temps qu'ils restent ici, une bonne année, on en fait des gars dégrossis, capables d'aller travailler en entreprise et de se former à d'autres techniques. L'objectif est qu'ils trouvent un boulot, commencent comme manœuvre pour ensuite monter petit à petit les échelons, explique Bernard Spinoit, responsable de QCAF. Ce chantier répond aussi à une autre question d'insertion, celle du logement de nos stagiaires, qui pour beaucoup sont dans des conditions de vie très compliquées. »

Chaque ouvrier aura dépensé 80.000 euros pour sa maison. « L'auto-construction, avec des matériaux naturels faciles à mettre en œuvre, ça permet de faire baisser le prix, explique Bernard Spinoit. On voulait aussi que les logements soient de bonne qualité pour ne pas qu'ils doivent payer des charges énormes tous les mois ». Il y avait aussi ce terrain, reçu en cadeau, ainsi que des subsides wallons « habitat durable ». « Nous fonctionnons suivant le principe des Community Land Trust (CLT)¹. Vous construisez, mais le terrain n'est pas à vous. Et si vous partez, vous récupérez votre mise de départ et l'éventuelle plus-value sera partagée entre l'habitant qui part et le CLT, qui pourra ainsi proposer l'habitation à prix réduit à une autre personne. »

Une entreprise... de formation

QCAF est une entreprise du bâtiment, avec 1,5 million de chiffre d'affaires. « On dépend pour 2/5 de subsides et pour 3/5 de nos chantiers. Si on n'est pas rentables, on ferme. Mais notre but premier, en tant qu'entreprise de formation par le travail (EFT), est de faire de la formation », souligne le responsable. Au-delà du chantier d'auto-construction, QCAF forme donc d'autres stagiaires sur d'autres chantiers : au total, 21 équipes, composées chacune de 3 stagiaires et un formateur, sont au boulot. 34 heures par semaine sur chantier. 40% des stagiaires ne disposent que de leur Certificat d'Etudes de Base (primaire) et 40% ne l'ont même pas. Du coup, le vendredi, à QCAF, c'est jour d'école. « Ce sont des ateliers, explique Bernard Spinoit, ils ont des cours de français, de permis de conduire pratique, des ateliers de sensibilisation au développement durable. »

Un développement durable qui a pris beaucoup de place dans la politique de l'EFT, depuis 2006 : « C'est de notre responsabilité sociale de proposer une construction plus écologique. Ce n'est pas évident, car beaucoup de nos formateurs ont plus de 50 ans et ont travaillé dans le secteur classique. Or, on a voulu que le

Attention à la dérégulation

Bien cadré et avec des stages limités dans le temps, l'EFT peut être un outil intéressant. Mais certains regrettent que cela dérégule le marché, comme Luc Lefebvre, de la coopérative de construction Luttes Solidarités Travail : « Un travailleur, à la base, dans la convention collective du bâtiment coûte 33 euros de l'heure, même le manœuvre que je forme. En EFT, les stagiaires sur chantier sont payés 1 euro de l'heure par le Forem. On sait que dans de nombreux cas, il y a un travail productif. Pour justifier cette dérégulation, on parle de formation. Ce ne sont plus des travailleurs, ce sont des bénéficiaires qui travaillent. »

changement se fasse avec les 40 salariés, raconte Bernard Spinoit. Cela a nécessité beaucoup de temps de formation. On a aussi travaillé le "pourquoi entrer dans cette démarche" - pas "parce qu'on me le demande" mais "parce que j'en suis convaincu". Un travail de longue haleine, car on est matraqué par la pub et le lobbying des vendeurs de matériaux classiques. »

Mais encore faut-il qu'il y ait une demande en matière de construction durable. Pour répondre au manque d'information des clients potentiels, l'asbl va à la rencontre des habitants du quartier et des alentours et, à partir d'expériences de chantier, les sensibilise. « On leur montre que ce n'est pas si compliqué et si cher que ça, et ça marche ! »

Marc LITT et Christophe DUBOIS

Contact : Quelque Chose à Faire - 071 31 78 52 - www.qcaf.be

¹ en savoir plus sur les Community Land Trust : www.periferia.be/index.php/fr/innovation/clt

